LA RIPOSTE

Bulletin
de liaison
de l'**ADDS-QM**

Novembre 2011

L'ADDS-QM ***(Association pour la Défense des Droits Sociaux Québec Métro)*** **est un groupe de défense collective des droits des personnes sans emploi ou vivant une situation de pauvreté. En priorité, elle vise à regrouper et à défendre les droits des personnes assistées sociales dans une approche de conscientisation et d'éducation populaire.**

RENOUVELLEMENT DES CARTES DE MEMBRE

Si vous trouvez un coupon de renouvellement dans l'enveloppe, c'est qu'il est maintenant temps de renouveler votre carte de membre. Remplissez le coupon et retournez-nous le avec votre cotisation. Si vous avez renouveler et que vous trouvez un coupon, excusez-nous, une erreur s'est glissée.

NOUS VOUS REMERCIONS POUR VOTRE APPUI !

POUR NOS DROITS

Sommaire

Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté P.2
par le Comité lutte

En réponse à Mario Dumont P.3
par Richard, Roxane, Claude, Christian et Véronique

Info-Loi P.4
par Christian Loupret

Rouges de colère ! P.5
par le Comité lutte

Nouvelles de la militance P.6
par Véronique Salmon

La corruption 6: Les bouleversements climatiques, une mine d'or P.7
par Joseph Dansereau

Calendrier P.8

ADDS-QM
301, Carillon
Québec (Québec)
G1K 5B3

525-4983

FAX
529-9455

www.addsqm.org
addsqm@bellnet.ca

8h30
à
17h
Lundi au vendredi

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ

Par le Comité lutte

Le 17 octobre dernier, une grande manifestation a été organisée pour souligner la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté à la bibliothèque Gabrielle-Roy. Celle-ci a été planifiée de concert par le REPAC 03-12, le CLAP 03, la Coalition régionale de la marche mondiale des femmes et par L'ADDS QM, sous le thème de : On n'a pas les moyens de couper dans le filet social!

Les principales revendications des groupes présents consistaient à souligner au gouvernement qu'il doit arrêter de s'attaquer aux services publics et de couper dans le filet social. En effet, selon le Conseil national du bien-être social :« les conséquences de la pauvreté coûtent annuellement 25 milliards de dollars au Canada, alors qu'il n'en faudrait que la moitié pour la combattre». Durant cette manifestation, les militantEs désiraient faire pression sur le gouvernement pour qu'il reconnaisse que l'éradication de la pauvreté est un projet sensé, abordable et réalisable.

L'activité a été une réussite! Plusieurs militantEs des groupes communautaires étaient présents et la population a été nombreuse à répondre à l'invitation! La présence et la motivation des militantEs de l'ADDS QM a facilité la mobilisation! Une délicieuse soupe a été servie ! De plus, une animation sous le thème du cirque a égayé la manifestation! Sans oublier que plusieurs dépliants et journaux de la Coalition qui ont été distribués aux passants, dans les autobus et aux travailleurs du quartier St-Roch!

Malgré le froid, cette manifestation a permis de rassembler la population autour d'une même cause et a encouragé les militantEs à poursuivre leurs revendications pour l'élimination de la pauvreté! Bravo à tous !

En réponse à Mario Dumont

Par Richard, Roxane, Claude, Christian et Véronique

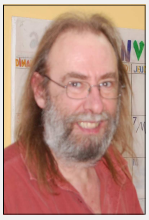
Doit-on contrôler certaines dépenses des personnes assistées sociales ? Voilà la question que se posait l'équipe de Mario Dumont le 11 octobre dernier lors de l'émission de télévision *Dumont le midi*. Évidemment, il n'en fallait pas plus pour que l'ADDS QM réagisse. Voilà ce que Christian, Richard, Véronique, Claude et Roxane ont envoyé comme réponse à l'équipe.

Le contrôle des dépenses des personnes assistées sociales n'est pas une solution parce que les gens sont adultes et majeurs. Contrôler les dépenses, ça va à l'encontre des droits de la personne. L'aide sociale est un droit, c'est une loi que la société s'est votée pour aider les personnes en situation de pauvreté. C'est un filet de sécurité pour tout le monde car personne n'est à l'abri du malheur et de la pauvreté. Si nous contrôlons les dépenses des personnes assistées sociales, on devra aussi contrôler celles de toute la population. On ne peut pas contrôler seulement une partie de la population et créer ainsi des inégalités, une sorte d'apartheid. Au lieu d'accuser les personnes assistées sociales, accusons les vrais fraudeurs, soient les multinationales qui détruisent l'environnement, qui contournent les lois nationales afin d'éviter de payer de l'impôt, qui engagent de la main d'oeuvre à bon marché et qui se "foutent" du monde pour faire du profit, sans parler des banquiers qui puisent à même les caisses publiques pour se renflouer suite à leurs erreurs de jugement dans leur course effrénée pour augmenter leur capital et leur pouvoir.

ÇA FAIT DUR À L'AIDE SOCIALE

INFO-LOI

Par Christian Loupret



Que faire quand un ministère ne respecte même plus ses propres règlements?

L'article 52 du règlement sur l'aide aux personnes et aux familles stipule que, si une personne seule possède plus de 887 $, elle n'est pas admissible au programme d'aide sociale. Une personne qui a fait une demande d'aide sociale, la semaine dernière, s'est fait dire par son agent de revenir quand elle aura dépensé son 800 $. L'agent aurait dû l'admettre à l'aide sociale.

La première demande d'une autre personne est refusée parce qu'elle n'avait pas produit sa demande de divorce. Elle n'avait tout simplement jamais été mariée.

Le plus invraisemblable que j'ai rencontré dans cette même semaine, c'est cette jeune femme enceinte de 26 semaines qui est refusée pour le motif qu'elle n'a pas fait de demande de pension alimentaire à un conjoint qu'elle n'a même pas.

Pour couronner le tout, ce conjoint, présumé par le Ministère, est lui-même sur l'aide sociale. Céline, 63 ans, qui est sur le programme solidarité sociale est venue s'installer à Québec pour pouvoir travailler et se sentir faisant partie de la société.

Elle s'est trouvé un emploi à temps partiel comme serveuse dans un centre d'hébergement pour personnes âgées. Voici ce qu'elle m'a dit en parlant de son centre local d'emploi :
" J'ai jamais vu du monde se débattre comme ça pour me faire perdre mon emploi. "
Une autre me dit : " J'ai demandé d'estampiller ma copie au comptoir. La réceptionniste a refusé. Je me suis assise et lui ai dit que je resterai ici jusqu'à ce que vous tamponniez ma copie. Elle m'a menacée d'appeler la police. Vous pouvez le faire. Moi je vais continuer de rester calme ici. " Enfin de compte, sa copie a été estampillée.

Faut que ça change dans le centre local d'emploi. Que les personnes soient respectées et traitées avec dignité.

Pour cela, il y a le bureau des renseignements et plaintes du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale au 418-643-4721 ça vaut ce que ça vaut.

Et, idéalement, la Protectrice du Citoyen, au 1-800-361-5804

JOYEUX ANNIVERSAIRE À NOS MEMBRES

Novembre

Ginette Beaumont
Jacques Béland
Mario Chasse
Rita Desrochers
Richard Doyon
Rachelle Drouin
Marie Christine Dubord
Normand Gobeil
Étienne Grandmont
Élyse Groulx

Marlène Jacob
Lise Langlois
Liliane Landry
Huguette Lemaire
Steven Ouellet
Hortense Raymond
Gérald Rousseau
Marie-Lucile Skiba
Marlène Vézina

ROUGES DE COLÈRE !

Par le Comité lutte

Le 12 octobre dernier, certains membres du gouvernement se réunissaient pour le Congrès annuel du Parti Libéral. Au même moment, afin de dénoncer les actions menées par ce gouvernement, la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics organisait une grande manifestation sous le thème de « Rouges de colère contre les Libéraux! »

Cette marche a rassemblé environ 1000 personnes ! En effet, beaucoup de groupes communautaires étaient présents dont plusieurs membres de l'ADDS QM ainsi que les centrales syndicales, les mouvements étudiants et plusieurs citoyenEs. Le message principal était : Les impôts se perdent en chemin. Nous exigeons des services publics gratuits, universels et de qualité!

Le lieu du départ des militantEs était le Centre communautaire Lucien-Borne. Les participantEs ont déambulé sur la Rue St-Jean et sur le Boulevard René-Lévesque en criant des slogans et en portant fièrement des affiches. Ils se sont arrêtés devant le Centre des Congrès où avait lieu le congrès du Parti Libéral.

Les militantEs ont voulu démontrer leur désapprobation en lançant des tomates sur la photo de Jean Charest. Par ce geste, les participantEs dénonçaient leur mécontentement face aux politiques gouvernementales! Les militantEs étaient très mobilisés pour défendre la cause.

Malgré la présence de l'escouade anti-émeute, la marche s'est déroulée dans le calme et dans la joie! Cette manifestation fut une réussite et a été une source de motivation pour tous les militantEs qui travaillent quotidiennement dans le but d'améliorer les services publics.

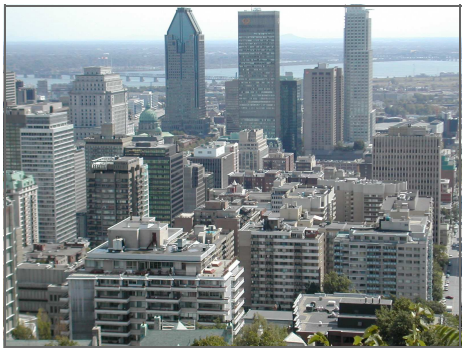
Félicitations à tous les participantEs!

NOUVELLES DE LA MILITANCE

Par Véronique Salmon

DÉPART DE LA CARAVANE DU FRAPRU

Le 3 octobre dernier une dizaine de militantEs de l'ADDS ont participé au départ de la Caravane du FRAPRU qui partait à l'est du Québec afin d'encourager les 35 militantEs qui allaient sillonner l'est du Québec. En tout, 70 personnes ont parcouru le Québec d'est en ouest entre le 3 et le 9 octobre. L'objectif? Demander aux gouvernements provincial et fédéral de créer 50 000 nouveaux logements sociaux en 5 ans et préserver ceux déjà existants.



ARRIVÉE DES CARAVANES DU FRAPRU

Finalement, les deux caravanes sont arrivées à Montréal le 9 octobre. Une manifestation a clos cette action. Cinq militantEs de l'ADDS étaient présentEs.

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ

Le 17 octobre nous étions 14 militantEs de l'ADDS a participé à la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. L'ADDS faisait parti des organisateurs. Lire l'article de la page 2 .

ROUGES DE COLÈRE !

Le 22 octobre dernier la Coalition nationale opposée à la tarification et à la privatisation des services publics manifestait durant le congrès du parti Libéral du Québec. Nous étions 10 manifestantEs. Lire l'article à la page 5.

LA CORRUPTION: 6– LES BOULEVERSEMENTS CLIMATIQUES UNE MINE D'OR

Par Joseph Dansereau

Le premier livre à démontrer que la lutte pour la justice climatique (gouvernance transparente nationale et internationale) implique également de lutter contre le fléau qu'est la corruption. Voilà l'idée première soutenue par le plus récent document publié au début de 2011 par « Transparency International ».

« Le *Rapport mondial sur la corruption : le Changement climatique* illustre les immenses exigences de la tâche à laquelle nous sommes confrontés. Les solutions au changement climatique doivent créer un pont entre pays pauvres et pays riches. Chez Transparency International, nous avons encouragé un ordre du jour similaire, avec l'adoption de la *Convention des Nations Unies contre la Corruption,* qui traduit un large consensus mondial sur notre domaine.

… Depuis plus de 15 ans, le travail de Transparency International (TI) a démontré que, si on ne la remet pas en question, **la corruption ruine des vies**, **détruit des moyens de subsistance et anéantit les efforts de justice sociale et économique. Les mêmes risques s'appliquent au changement climatique.** Une meilleure gouvernance est la solution, et il sera crucial d'assurer que les stratégies d'atténuation et les solutions d'adaptation qui émergent aux niveaux local, national et international adoptent la participation, la redevabilité et l'intégrité. **Avec un tel enjeu, et une telle urgence, nous devons garantir que la politique du changement climatique est juste, efficace et transparente dans sa conception et sa mise en œuvre.** » (1)

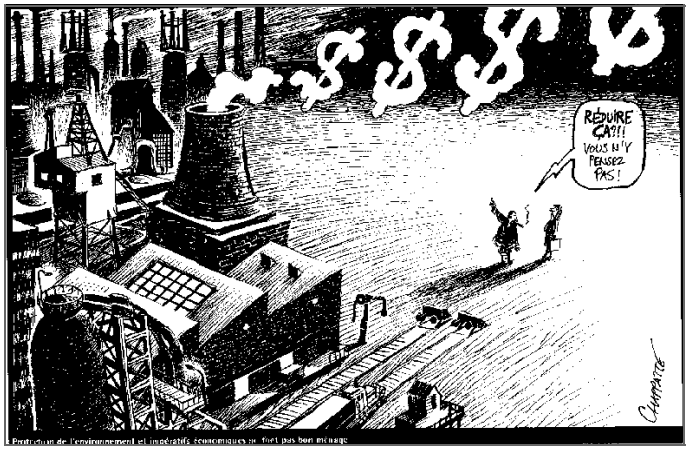
Ce rapport souligne que si les gouvernements, tant des pays riches que les pays pauvres, doivent s'entendre sur des processus et des moyens clairs, transparents et que les informations exactes (entre autres, celles des scientifiques) soient accessibles aux citoyenNEs afin de réduire les risques de corruption, voir même son absence grâce à des contrôles efficaces.

Il y a une réelle importance du risque d'abus d'influence (lobbyistes) sur les prises de décisions des gouvernements à l'égard d'une politique équitable sur le climat. Déjà, en Europe lors d'une grande consultation très inclusive, les entreprises ont présenté plus de 50% des documents, les associations à 25%, les ONG à 11% et les organismes gouvernementaux à 7%. (2) Nous voyons bien ici l'écart entre les organisations qui ont de gros moyens financiers peuvent influer sur les décisions qui nous concernent tout le monde.

Or, les bouleversements climatiques apporteront des catastrophes du genre « Catherina » qui engloutiront des centaines de milliards de dollars pour protéger des pays exposés à des inondations provoquées par le rehaussement du niveau des océans. Et que dire qu'ailleurs de sévères et grandes sécheresses surviendront et que exportations de l'eau deviendront essentielles. Où il y a de gros sous, il y a risque élevé de corruption quand on connaît ce qui motive (le narcissique pouvoir de puissance) l'acquisition et surtout l'accumulation de l'argent.

> *« Il viendra un temps où la Terre sera malade, et alors une tribu se rassemblera, issue de toutes les cultures du monde qui croient en les actes et non les mots. Ses membres s'efforceront de la guérir et seront connus comme les « Guerriers de l'Arc-en-Ciel »* (3)

Avons-nous vraiment le choix comme citoyenNE de devenir activement unE indignéE car seul le nombre fera notre force ?

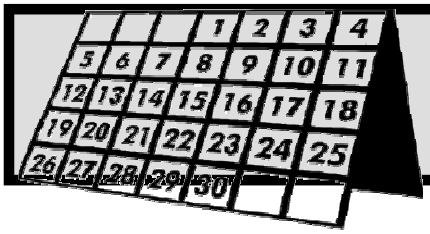


---

(1) Huguette Labelle, présidente de *Transparency International*, préface du *Rapport mondial sur la corruption : le Changement climatique* (rapport de 426 pages). Hyper lien : http://www.transparence-france.org/e_upload/pdf/global_corruption_report_climate_change_french.pdf

(2) *Rapport mondial sur la corruption : le Changement climatique,* page 45.

(3) Greenpeace a été fondée sur cette prophétie des peuples des Premières Nations canadiennes.



CALENDRIER

Novembre 2011

LUNDI	*MARDI*	*MERCREDI*	*JEUDI*	*VENDREDI*	*SAMEDI*
	1	**2**	**3** 9 h30 Sortie de la rentrée	4	**5**
7 9 h15 Coordination	**8** 9 h30 Comité accueil, recrutement et communication	**9**	10 9 h30 Comité finance	**11** 5 à 7 h00 Fête de départ de Roxane	**12**
14 9 h15 CO	**15**	**16** AG du FCPASQ	**17** AG du FCPASQ	**18** 19 h00 Assemblée publique de la coalition	**19** États généraux de la Coalition
21 9 h30 Comité femmes	**22**	**23**	**24**	**25** 17 h30 Souper du Fonds de solidarité des groupes populaires de Québec	**26**
28	29 9 h15 Comité lutte	**30**			

Voici ce que l'ADDS-QM vous offre

- **Avez-vous des questions sans réponse ?** *Utilisez le* ***Dépannage téléphonique*** *au* ***525-4983***.
- **Vous avez des questions concernant l'aide sociale ?** *Nous vous invitons à l'****Atelier Droit aide sociale*** *(rencontres collectives d'information sur la loi de l'aide sociale). L'horaire des rencontres est disponible aux* ***locaux de l'Association*** *ou au* ***525-4983****.*
- **Voulez-vous vous impliquer dans la défense des droits individuels et collectifs ?** *Passez nous voir !*